

EBay Canada

Mémoire adressé au Comité des finances de la Chambre des communes

Consultations prébudgétaires de 2014

eBay Canada propose au Comité permanent des finances de recommander au gouvernement du Canada de relever le seuil de minimis à 200 \$ dans le budget de 2015, ce qui harmoniserait le seuil du Canada avec celui des États-Unis. Relever le seuil de minimis aurait les conséquences suivantes : fournir aux consommateurs un mécanisme pour corriger directement la disparité de prix entre le Canada et les États-Unis; encourager les petites entreprises à entrer dans l'économie mondiale; créer de la parité pour les Canadiens des régions rurales et septentrionales en harmonisant le seuil applicable aux expéditions à celui applicable aux absences de courte durée; fournir des gains d'efficacité et des économies à l'ASFC; et accroître le volume de colis pour Postes Canada.

eBay Canada

eBay est l'un des plus grandes plates-formes mondiales de commerce en ligne, permettant aux gens d'avoir accès aux choses dont ils ont besoin et qu'ils aiment, virtuellement n'importe quand et n'importe où. eBay est l'une des destinations principales de commerce électronique des Canadiens : en mai, eBay a reçu plus de 8 millions de visites canadiennes uniques, et les Canadiens dépensent plus de 1 milliard de dollars par an sur eBay. Les Canadiens viennent sur le site de eBay pour avoir accès à un marché de taille mondiale, offrant plus de 400 millions d'articles.

Depuis sa création, eBay, qui était à l'origine une plate-forme de consommateur à consommateur, est devenu un catalyseur pour des entreprises de taille petite et moyenne. Bon nombre d'entrepreneurs emploient eBay comme principal canal de vente, et même des magasins de détail bien établis comme Lowes et Toys R Us utilisent la plate-forme eBay.

Notre proposition : relever le seuil de minimis

eBay Canada propose au Comité permanent des finances de recommander au gouvernement du Canada de porter le seuil de minimis à 200 \$ dans le budget de 2015. Le seuil de minimis est le niveau en dessous duquel des expéditions peuvent entrer au Canada sans être frappées de droits de douane. Le niveau actuel au Canada est de 20 \$, et il n'a pas changé depuis au moins 1985.

Relever le seuil de minimis présenterait de nombreux avantages pour les consommateurs, les petites entreprises et le gouvernement, et aiderait notamment ce dernier à atteindre son objectif du budget de 2013 « de cerner d'autres possibilités d'allègements tarifaires¹ ». Nous formulons cette proposition au titre du thème principal du comité, « améliorer les régimes canadiens de taxation et de réglementation », et espérons avoir l'occasion d'exposer les bienfaits de cette proposition au comité à Ottawa ou à Toronto où se trouve le siège social de eBay Canada.

Le seuil de minimis du Canada est l'un des plus bas au monde. En le portant à 200 \$, le Canada l'amènerait à un niveau identique à celui des États-Unis, notre plus grand partenaire commercial et plus proche voisin.

Pays	Seuil de minimis	
	Local	Conversion approximative
Canada	20 \$CAN	
États-Unis	200 \$US	218 \$CAN
Australie	1 000 \$A	1 019 \$CAN
Nouvelle-Zélande	400 \$NZ	375 \$CAN
Mexique	50 \$US	55 \$CAN

On constate aujourd'hui une tendance internationale croissante vers le relèvement des seuils de minimis. En 2011, 10 membres de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique) ont signé le « Pathfinder to Enhance Supply Chain Connectivity by Establishing a Baseline De Minimis Value », en vertu duquel ils se sont engagés à porter leurs seuils de minimis à au moins 200 \$US

¹ <http://www.budget.gc.ca/2013/doc/plan/budget2013-fra.pdf>

d'ici à 2012². En outre, des lois bénéficiant d'un appui bi-partisan se trouvent actuellement devant le Sénat des États-Unis³ et devant la Chambre des représentants⁴ pour porter le seuil de minimis américain à 800 \$ (environ 870 \$CAN).

Bien que le Canada soit membre de l'APEC, il ne s'est pas joint à l'initiative « Pathfinder ». Toutefois, dans la déclaration commune qui a suivi la rencontre ministérielle de l'APEC de 2011 à Honolulu, le Canada a endossé l'initiative⁵. De plus, dans la même déclaration commune les parties ont pris l'engagement public « *d'établir des valeurs de minimis commercialement utiles en vertu desquelles, en circonstances normales, les expéditions express et postales seraient exonérées de droits de douane ou de taxes ainsi que de certaines exigences de documentation à l'entrée*⁶ ».

Bienfaits du relèvement du seuil de minimis

1) Résoudre les disparités de prix entre le Canada et les États-Unis

En octobre 2011, le ministre des finances, Jim Flaherty, a demandé au Comité sénatorial permanent des finances nationales d'entreprendre une étude sur les différences de prix entre les États-Unis et le Canada⁷. Dans son rapport, le comité disait croire « *que le faible seuil minimal du Canada, comparé à celui des États-Unis, peut être en partie responsable des écarts de prix de certains articles, à cause de la baisse de la concurrence, de l'augmentation des frais reliés aux envois postaux par les consommateurs canadiens et de la hausse des coûts de conformité généraux imposés aux entreprises canadiennes, principalement des PME*⁸ ». De ce fait, il recommandait « *que le gouvernement du Canada analyse les coûts et les avantages liés à l'augmentation du seuil minimal pour les envois postaux de faible valeur au Canada, afin de réduire les écarts de prix de certains produits entre le Canada et les États-Unis*⁹ ».

Relever l'exemption transfrontalière abaisserait les prix au Canada de deux manières. Premièrement, cela permettrait aux entreprises de tirer avantage de fournisseurs à moindre coût dans d'autres pays, ce qui produirait des économies pouvant être transférées au consommateur. Deuxièmement, cela permettrait au consommateur d'accéder directement et de manière rentable aux marchés internationaux dans les cas où les marchandises sont plus dispendieuses au Canada. Cela encouragerait les détaillants et fabricants à trouver plus de solutions permanentes pour abaisser les prix au Canada. De fait, selon un rapport récent de l'institut C.D. Howe, relever le seuil de minimis est l'une des meilleures manières pour s'attaquer à la disparité des prix entre le Canada et les États-Unis car « *des distances mêmes modestes suffisent à empêcher la plupart des consommateurs de faire leurs courses au-delà de la frontière, ce qui limite les pressions exercées sur les fabricants pour fixer des prix similaires dans chaque pays*¹⁰ ».

² http://www.apec.org/Meeting-Papers/Ministerial-Statements/Annual/2011/2011_amm/annex-a.aspx [TRADUCTION]

³ <https://beta.congress.gov/113/bills/s489/BILLS-113s489is.pdf>

⁴ <http://www.gpo.gov/fdsys/pkg/BILLS-113hr1020ih/pdf/BILLS-113hr1020ih.pdf>

⁵ http://www.apec.org/meeting-papers/ministerial-statements/annual/2011/2011_amm.aspx

⁶ *Ibid.* [TRADUCTION]

⁷ <http://news.nationalpost.com/2011/10/19/senate-launches-study-into-canada-u-s-price-discrepancies/>

⁸ <http://www.parl.gc.ca/content/sen/committee/411/nffn/rep/rep16feb13-f.pdf>

⁹ *Ibid.*

¹⁰ http://www.cdhowe.org/pdf/Commentary_409.pdf

2) Encourager les petites entreprises à s'implanter dans l'économie mondiale

En permettant aux petites entreprises d'avoir accès à des chaînes d'approvisionnement à moindre coût, un relèvement du seuil de minimis aiderait à réduire le coût des produits canadiens, à la fois en termes absolus et par rapport à leurs concurrents internationaux.

En outre, les marchandises entrant au Canada ne sont pas assujetties au seuil de minimis seulement quand elles sont achetées par des Canadiens mais aussi quand elles sont renvoyées à des exportateurs canadiens après avoir été vendues à l'étranger. Relever le seuil de minimis réduirait le fardeau administratif pour les petites entreprises canadiennes qui exportent des marchandises de faible valeur qui leur sont ensuite renvoyées, ce qui abolirait un important facteur les dissuadant de faire de l'exportation.

Ces bienfaits sont particulièrement importants pour les entreprises œuvrant par Internet et par la technologie, qui citent régulièrement les délais aux douanes comme étant leur obstacle commercial le plus important¹¹. Dans une analyse, eBay a constaté que les petites entreprises habilitées par la technologie exportent en proportion extraordinaire (99,5 %) et atteignent en moyenne 19 marchés. Toutefois, bien qu'elles connaissent du succès sur les marchés internationaux, leur taille et leurs modèles d'affaires signifient qu'il leur est impossible d'avoir accès aux systèmes de logistique privés pour expédier et pré-dédouaner leurs marchandises. De ce fait, les retards aux frontières causés par l'administration des douanes sont un obstacle très important au commerce, qui serait sensiblement réduit si l'on relevait le seuil de minimis.

3) Créer une parité régionale

Dans le budget de 2012, le gouvernement annonçait un relèvement à 200 et à 800 \$ de la valeur des marchandises pouvant être importées en exonération de taxes et de droits de douane par des résidents canadiens de retour après un séjour à l'étranger de 24 heures ou 48 heures, respectivement¹². Toutefois, il n'a alors annoncé aucune augmentation correspondante de la limite d'exonération pour les expéditions provenant du commerce électronique.

Cela est important car selon une étude récente, « *bien que la majorité des consommateurs canadiens achetant en personne au-delà de la frontière habitent à moins de 18 milles de la frontière américaine, la plupart des Canadiens habitent à plus de 81 milles de cette frontière*¹³ ». Cela veut dire que les Canadiens habitant dans des collectivités rurales, septentrionales et éloignées ont beaucoup moins bénéficié de ce relèvement des exonérations pour les achats transfrontaliers que ceux qui habitent près de la frontière. En harmonisant le seuil de minimis avec l'exonération prévue pour les absences de courte durée, le gouvernement du Canada pourrait instaurer l'équité en donnant à tous les Canadiens l'assurance qu'ils bénéficient de la hausse des limites d'exonération, quel que soit l'endroit où ils habitent.

4) Rehausser l'efficacité de l'ASFC

Chaque expédition importée au Canada pour laquelle les droits de douane doivent être établis exige la production d'une déclaration douanière et le paiement des droits avant qu'elle puisse être dédouanée. Alors que cela augmente le coût et le délai de livraison

¹¹ http://www.ebaymainstreet.com/sites/default/files/Micro-Multinationals_Global-Consumers_WTO_Rep_1.pdf

¹² <http://www.budget.gc.ca/2012/plan/pdf/Plan2012-fra.pdf>

¹³ http://strategy.sauder.ubc.ca/head/papers/crossings_final.pdf

pour les acheteurs, c'est aussi une exigence administrative importante pour l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) et pour Postes Canada. Plus le seuil de minimis est faible, plus le nombre de déclarations de douane exigées est élevé, et plus cela coûte cher à l'ASFC¹⁴. On a calculé que porter le seuil de minimis aux États-Unis de 200 à 800 \$ entraînerait un gain d'efficacité de 24 millions de dollars pour l'agence américaine des douanes et l'agence de protection des frontières, ainsi que 11 millions de dollars pour le service postal américain¹⁵.

Étant donné que le temps et l'effort requis pour traiter une déclaration douanière sont sensiblement les mêmes quelle que soit la valeur déclarée, il est probable que le coût associé à la perception des droits de douane sur les colis de petite valeur au Canada dépasse en fait le montant de droits perçus par le gouvernement. Le relèvement du seuil de minimis produirait donc des gains d'efficacité importants et, potentiellement, des économies pour le gouvernement.

5) Augmentation du volume de colis pour Postes Canada

La croissance du commerce électronique associée au relèvement du seuil de minimis produirait directement une hausse du nombre de colis acheminés par Postes Canada, dont les revenus ont baissé ces dernières années. Alors que le volume de lettres livrées par Postes Canada a baissé de 4,8 % en 2013, le volume de colis livré a augmenté de 6,9 % pour atteindre 7 millions¹⁶. Postes Canada a reconnu l'importance des expéditions issues du commerce électronique dans son plan de retour à la stabilité financière, et la Société fait actuellement des essais de services tels que « Livré ce soir » pour tirer parti de l'explosion du commerce par Internet¹⁷. La hausse du nombre d'expéditions transfrontalières acheminées par Postes Canada permettrait d'accroître d'autant son volume de colis et ses revenus.

Perception publique de la limite de minimis

Les résultats d'un sondage indépendant réalisé par Environics Research Group montrent que le public comprend bien mal le seuil de minimis actuel, puisque seulement 4 % des Canadiens sont capables d'identifier correctement la limite de 20 \$. La grande majorité a choisi un seuil considérablement plus élevé, avec une moyenne s'établissant à 689,55 \$.

En outre, invités à dire quelle devrait être la valeur du seuil de minimis au Canada, les répondants ont exprimé un appui considérable au principe de son relèvement. Seulement 17 % pensent que la limite actuelle de 20 \$ est « à peu près juste », contre 63 % qui pensent qu'elle est trop basse. En outre, 66 % des Canadiens estiment que le seuil de minimis canadien devrait être le même que celui des États-Unis, qui se situe actuellement à 200 \$US.

Ces résultats démontrent clairement que le public appuie le principe du relèvement du seuil de minimis, et nous pourrions fournir au comité les résultats complets du sondage s'il le souhaite.

¹⁴ http://www.worldcustomsjournal.org/media/wcj/-2012/1/Holloway_Rae.pdf

¹⁵ <http://www.iie.com/publications/pb/pb11-07.pdf>

¹⁶ https://www.canadapost.ca/cpo/mc/assets/pdf/aboutus/annualreport/2013_ar_overview_fr.pdf

¹⁷ http://www.canadapost.ca/cpo/mc/aboutus/news/pr/2013/2013_delivered_tonight.jsf?LOCALE=fr

Coût de la proposition

eBay a engagé une tierce partie pour faire un calcul indépendant du coût de sa proposition. Malheureusement, l'ASFC ne nous a pas encore fourni les données nécessaires pour faire ce travail. Nous continuons d'œuvrer avec le ministère et avec cette tierce partie indépendante pour que cette étude puisse être réalisée, et communiquerons les résultats au comité dès que ce sera possible.

Conclusion

La proposition de eBay de porter le seuil de minimis canadien de 20 à 200 \$ serait un allègement financier pour les consommateurs, une mesure bénéfique pour les petites entreprises et un facteur d'efficience pour le gouvernement. Les avantages de ce changement pour l'économie seraient donc importants. Selon une estimation du Peterson Institute for International Economics, si les États-Unis relevaient leur seuil de minimis de 200 à 800 \$, cela produirait un gain annuel net de 17 millions de dollars pour leur économie¹⁸. Étant donné que le Canada partirait d'un seuil beaucoup plus bas, ses bénéfices éventuels seraient proportionnellement plus élevés qu'aux États-Unis. Nous espérons avoir l'occasion de les exposer en détail au comité lors de ses consultations prébudgétaires.

¹⁸ <http://www.iie.com/publications/pb/pb11-07.pdf>